

COMMUNIQUE

Au nom de France ESF, les professionnels en Economie Sociale Familiale que nous représentons se réunissent tous autour de ce communiqué pour fortement déplorer l'acte d'une extrême violence (coups de couteaux dans le ventre) dont a été victime le 6 juillet 2022 une de leur collègue à Bourges au cours de l'exercice de ses fonctions.

Aujourd'hui, nous faisons le constat d'une multiplication de ces passages à l'acte subis par des travailleurs sociaux rapportant des faits de violences non seulement orales mais physiques.

De tout temps, nous intervenons auprès de personnes fragilisées par la vie, pouvant être marquées par de l'indifférence, avec de plus en plus de difficultés à accéder à des droits, à les renouveler, à vivre dans des conditions décentes. Certaines situations sont parfois génératrices de comportements disproportionnés, d'autant plus avec des personnes ne pouvant plus bénéficier de soins adaptés. Des manifestations comportementales que nous avons vues évoluer avec le contexte sociétal de ces dernières années, touché par la crise sanitaire où nous avons fait le constat d'un développement de la peur, d'une incertitude du lendemain, souvent exprimés par des actes agressifs.

Face à cette actualité et les risques encourus, comment ne pas craindre la pratique de nos fonctions ?

Dans quel monde professionnel exerçons-nous et voulons-nous exercer ? Comment se protéger, comment se préserver dans la relation d'aide de cette possible agressivité ?

Ce sont des actes que nous ne pouvons tolérer dans nos métiers, et qui demandent à être condamnés. Mais également que nous voulons comprendre pour pouvoir mieux prévenir voire les maîtriser.

Aussi, nous demandons à ce que des moyens soient déployés pour protéger les professionnel(le)s du social, tous confondus. Nous constatons déjà une tendance à la désaffection de nos métiers. Or, ils ne peuvent être abandonnés car nous savons combien nous sommes aidants, ressourçants pour les bénéficiaires. Mais nous ne pouvons exercer dans la crainte, la peur d'accompagner. Nous devons être plus soutenus, encadrés, préparés à repérer les situations pouvant devenir complexes.

Nous faisons appel à ceux qui nous forment, ceux qui nous embauchent, ceux qui font société pour prendre au sérieux la gravité de cette actualité.

Nous demandons que les instances décisionnaires mènent une réflexion de grande ampleur afin de créer un contexte plus sécurisant et nous permettre une pratique plus sereine des métiers du social, et ce dans l'intérêt de tous.

Le réseau France ESF